Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

152-153 | 2018

Anthropologie et anarchisme

Une « communauté d'égaux » sur la brèche

Les institutions élémentaires de l'organisation pionnière
des « paysans sans terre » boliviens

*"A Community of Equals" on the Breach. The Fundamental Institutions of the
Pioneering Bolivian Landless Peasants Organisation*

Thomas Siron

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6900>

DOI : 10.4000/jda.6900

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 30 avril 2018

Pagination : 127-146

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Thomas Siron, « Une « communauté d'égaux » sur la brèche », *Journal des anthropologues* [En ligne],
152-153 | 2018, mis en ligne le 30 avril 2020, consulté le 11 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6900> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.6900>

UNE « COMMUNAUTÉ D'ÉGAUX » SUR LA BRÈCHE
Les institutions élémentaires de l'organisation pionnière
des « paysans sans terre » boliviens

Thomas SIRON*

Chaque année, au cœur de la saison sèche, des groupes de « *paysans sans terre* » se forment pour s'en aller « *prendre des terres* » situées à l'extrémité des « fronts pionniers » qui s'enfoncent dans les plaines forestières du bassin amazonien bolivien¹. Ils se répartissent aussitôt la terre saisie en parcelles familiales strictement égales. La plupart de leurs membres sont originaires des « terres hautes » de l'*intérieur* andin et ont migré (eux ou leurs parents) dans les « terres basses » de l'*Orient* en quête d'emploi et de terre. Ils résident dans les villages de l'arrière-front pionnier (les zones plus anciennement *colonisées*), où ils s'emploient et louent des terrains qu'ils cultivent. Avant de passer à l'acte, ils ont envoyé des *commissions* pour vérifier l'existence sur l'avant-front, passée la frontière agricole, de terres *vacantes, libres* de droits et donc redistribuables au titre d'une loi de réforme agraire proclamant depuis 1953 que « la terre est à celui qui la travaille ». Constitués en *syndicats agraires*, modèle d'organisation hérité de la lutte émancipatrice des *colons* des haciendas andines contre leurs *patrons*

* EHESS – Centre Norbert Elias – 2 rue de la Vieille Charité
13002 - Marseille

Courriel : thomassiron@gmail.com

¹ Les mots en italique traduits en français appartiennent au vocabulaire des paysan-ne-s bolivien-ne-s dont il est question ici.

et qui se généralisa avec la mise en œuvre de la réforme agraire², ils *fondent* sur les terres occupées des *asentamientos* (établissements humains) qui pourraient devenir un jour, en se fédérant avec d'autres collectifs similaires, des *pueblos* (villages).

À l'échelle locale, ces groupes participent d'une dynamique pionnière de « colonisation agricole » puisqu'ils occupent des « terres sans maître » qu'ils considèrent comme relevant du domaine public³ et comme leur revenant de droit en tant que « paysans sans terre ou en possédant insuffisamment », comme il est écrit dans la loi agraire. À l'échelle nationale, ils participent d'un processus redistributif puisqu'ils *demandent* à l'État de les leur *doter* gratuitement au titre d'une loi agraire dont ils s'érigent en opérateurs locaux dans un Orient où sa portée redistributive fut très faible (Urioste & Kay, 2005). En pratique, ce double processus d'occupation de fait de terres périphériques par des collectifs autogérés et de redistribution de droit sous l'égide de l'État central – que j'appelle « frontière agraire » (Léonard, 2004) – est presque toujours tortueux et conflictuel. Il repose sur une mobilisation constante des occupants pour faire reconnaître leurs bons droits aux yeux de leurs éventuels concurrents sur le terrain et à ceux des agents d'un État dispensateur de titres agraires dont ils doivent bien souvent « forcer la main » afin d'en recevoir leur dû. Bien que conçu comme un droit justifié par une nécessité, l'accès à la terre implique ainsi l'exercice d'un pouvoir – celui d'occuper physiquement le terrain et celui de « dire le droit » à le faire. Un groupe de paysans

² Luis Antezana et Hugo Romero (1973) ont proposé une minutieuse étude de la formation du syndicalisme agraire bolivien.

³ La désignation de terres comme *vierges*, *vacantes*, *libres*, *vides*, etc., par ceux qui les occupent, et comme *publiques* par l'État, relève d'un phénomène politique et manifeste un rapport de forces. Car le « vide » est « institutionnel » et la « frontière » (agricole en l'occurrence) est « politique », pour reprendre les mots d'Igor Kopytoff (1987). Les terres occupées par les « pionniers » ont été peuplées « de temps immémorial » par différentes sociétés indigènes dont elles constituent les « territoires ancestraux ». Les paysans andins qui *colonisent* les « terres basses » entrent donc souvent en compétition avec des groupes autochtones. Selon les situations locales, cette compétition peut donner lieu à des formes de confrontation violente ou d'accommodation réciproque sur un mode plus ou moins asymétrique.

qui *colonise* une terre vacante ou *recupère* une propriété spéculative (les deux situations se recoupant souvent dans l'Orient bolivien) se bat sur ces deux plans au moyen de son *organisation*.

C'est cette dernière qui fait l'objet de cet article, basé sur l'étude ethnographique d'une communauté pionnière nommée Tierra Prometida⁴. Fondée au début en 2002 dans la foulée de la *prise* d'une vaste propriété spéculative nommée El Arrocillar, elle-même illégalement située dans la réserve forestière du Choré (département de Santa Cruz), Tierra Prometida fédérait cinq « organisations de base » comptant chacune une quarantaine de membres. Rompant avec la fédération locale de syndicats agraires, elle s'affiliait au tout jeune Mouvement des paysans sans terre de Bolivie (MST-B)⁵.

Le terme d'*organisation* est utilisé alternativement à *syndicat* ou *communauté* par les paysans occupants pour désigner le groupe qu'ils forment. Je parle d'« organisation pionnière » pour désigner le « syndicat agricole » tel qu'il a été importé et accommodé sur la « frontière agricole ». Elle reproduit et accentue un trait caractéristique du syndicalisme agricole bolivien, à savoir la fusion entre une organisation « communale » tournée vers le gouvernement local et une organisation « sectorielle » tournée vers la défense d'intérêts de classe et la revendication face à l'État⁶. Ce qui la distingue du

⁴ Cette étude a fait l'objet d'une thèse de doctorat en anthropologie sociale intitulée « "Terre promise, terre due". L'expérience de la réforme agricole dans une communauté de "paysans sans terre" de Bolivie », soutenue en 2016 à l'EHESS de Marseille.

⁵ Ce nouveau mouvement paysan prenait l'avant-garde de la lutte pour la relance de la réforme agricole en Bolivie à une époque où la distribution des « terres publiques » était gelée (Mendoza *et al.*, 2003). Inspiré de son grand frère brésilien, le MST-B se distinguait du syndicalisme agricole des terres basses (où se trouvent la plupart des terres à redistribuer) par ses *actions de fait* (l'occupation conflictuelle de grandes propriétés spéculatives ou semi-abandonnées) et par la proposition d'une alternative « communautaire » et « agroécologique » dans l'organisation de ses *asentamientos*. Mais ses formes institutionnelles de base, qui font l'objet de cet article, émanent cependant du syndicalisme agricole, auquel le MST était lié avant de s'en indécider.

⁶ On peut considérer la fusion du communal et du sectoriel comme une conquête fondamentale du mouvement paysan bolivien dans la mesure où le

« syndicat agraire » andin, c'est qu'elle « part de zéro » : un groupe de *compañeros* se constitue pour saisir une terre vacante puis il s'affilie en tant qu'organisation de base à une fédération réunissant des groupes similaires⁷. Dans le « vide institutionnel » relatif de la frontière agraire, cette « institutionnalité paysanne » s'érige en un pouvoir politique largement autonome et éventuellement concurrent de celui de l'État. C'est sous un certain jour un véritable communisme militant qui se reproduit et se déploie dans l'espace pionnier bolivien. J'en aborderai ici un aspect limité et spécifique en dégageant, de façon forcément quelque peu schématique, certains traits institutionnels caractérisant l'organisation pionnière.

Je la dépeindrai comme une « communauté d'égaux » fondée sur le partage égalitaire du sol et comme une communauté « ouverte » aux « mal lotis » et aux « déshérités » de la *classe paysanne* afin de leur permettre de « se saisir d'un morceau de terre », qui n'est de leur point de vue que la part du gâteau foncier national leur revenant de droit. L'organisation apparaît ici comme un dispositif de « justice commutative » mu par un principe mutualiste de réciprocité. Fondé sur des « liens interpersonnels soumis à la volonté des partenaires ainsi liés », l'*asentamiento* résulte de ce que Charles Macdonald (2016) appelle une modalité « anarcho-égalitaire » de la vie collective. Mais l'organisation pionnière s'inscrit par ailleurs dans un dispositif de « justice distributive » puisqu'elle demande à l'État (quitte à forcer sa reconnaissance) d'« acter » légalement la redistribution qu'elle opère de fait sur le terrain⁸. La « médiation » verticale du « tiers »

décret-loi de réforme agraire de 1953 interdisait que des communautés locales ne se fédèrent au sein d'entités territoriales plus vastes.

⁷ Ces groupes sont typiquement formés par de jeunes hommes, mariés ou pas, l'accès à la possession d'une parcelle étant un pas important dans la constitution ou la consolidation d'une économie domestique. Si l'affiliation à la communauté pionnière est nominale et individuelle, il est entendu qu'un affilié y représente une famille nucléaire.

⁸ J'emprunte à Daniel Colson (2007) la distinction entre « une justice immanente fondée sur l'échange et le contrat, et qui consiste à la fois dans l'égalité des choses échangées et des parties contractantes, et dans l'équivalence des obligations et des charges stipulées dans les contrats, pactes et conventions librement consentis » et « une justice fondée sur le jugement et sur l'obéissance à la loi, et qui consiste dans la distribution

redistributif qu'est l'administration étatique lui fait perdre de son autonomie en tant qu'instance distributive et de son intégrité en tant que « communauté d'égaux ». Une modalité « socio-hiérarchique » de la vie collective, où les liens entre coopérants « dépendent d'un tiers », s'imisce dans l'*asentamiento*.

Le cycle typique de l'organisation pionnière

Un jeune dirigeant de Tierra Prometida distinguait trois phases dans la vie d'une communauté pionnière. 1– Son *asentamiento* en procédant à l'occupation physique de *terres*, à leur *répartition* en parcelles de surface égale entre *affiliés* et à leur habilitation à la production agricole *via* des travaux communautaires d'ouverture de chemins et des travaux individuels et collaboratifs d'abattis-brûlis ; 2– Sa *consolidation* à travers sa reconnaissance politique par les communautés voisines, les autorités syndicales paysannes locales et nationales et les pouvoirs publics, puis la légalisation des droits de propriété créés par le travail sous la forme de *titres* de propriété reçus de l'État ; 3– Son *développement* économique (diversification productive et insertion marchande des exploitations familiales) et politique (reconnaissance de sa *juridiction* sur son territoire, formation d'une *urbanisation* équipée de services publics, symboles de l'accès à la dignité de *pueblo*).

Ces trois phases déroulent une sorte de cycle par lequel passerait toute communauté pionnière. L'*asentamiento* se présente comme un campement forestier où les paysans vivent dispersés sur leur *chaco* (essart) respectif dont la *possession* leur est garantie par l'*organisation*. Le village les rassemble au sein d'une *urbanisation* (dont la vocation est de regrouper les membres de plusieurs syndicats agraires) se dotant des services publics (école, poste de soins, système d'eau potable et d'électricité) et s'érigeant en petit centre politique et économique, avec sa place, son église et son

proportionnée des peines et des récompenses selon le mérite ou le démerite de chacun, mesurable et mesuré de l'extérieur par la puissance étatique ou toute autre institution, hiérarchisée et autoritaire à laquelle l'État délègue son autorité et son jugement divins ». Colson précise que « si elle était réalisée à l'état pur, la justice commutative exclurait l'intervention d'un tiers, tandis que cette intervention est la condition même de l'exercice de la justice distributive ».

temple, ses boutiques, etc. De l'*asentamiento* au *pueblo* : un processus de *civilisation* impliquant la déforestation progressive des parcelles familiales et la formalisation de droits de propriété fonciers privés individuels débouchant sur l'institutionnalisation d'un marché de la terre.

Là où les conditions de l'essor d'une agriculture marchande spécialisée sont réunies, cette évolution institutionnelle favorise le développement d'inégalités socio-économiques entre ceux qui peuvent acheter et cumuler des parcelles, ceux que les circonstances amènent à vendre la leur et ceux qui, derniers venus, n'en ont pas et ne peuvent en acheter. Sans terre et sans *métier*, ces segments « désaffiliés » de la société paysanne vendent leur force de travail dans des conditions désavantageuses. Au fil de cette petite « grande transformation », pour reprendre l'expression de Karl Polanyi (1983), la communauté forestière égalitaire et statutairement homogène qu'est l'*asentamiento* laisse place à une société villageoise plus différenciée et inégalitaire. Un segment de paysans sans terre se formant sur l'arrière-front pionnier, qui regroupe des perdants de la spécialisation marchande, des héritiers sans héritage et des nouveaux venus désargentés, de nouvelles occupations de terres *libres* se produiront sur l'avant-front dès que l'occasion s'en présentera, inaugurant un nouveau « cycle pionnier » qui repoussera la frontière agricole. Ils formeront *adentro* (dedans) un nouvel *asentamiento* forestier où ils accéderont de nouveau, enfin, à « leur morceau de terre pour vivre et travailler ».

C'est ce qui s'est passé dans le cas de Tierra Prometida. Ses *fondateurs*, venus par *camionnées* se saisir des 23 000 hectares de forêt dont la vente était affichée sur le bord de la piste s'enfonçant dans la *brèche*, provenaient d'un village d'arrière-front nommé La Enconada. Celui-ci était un *asentamiento* forestier une trentaine d'années plus tôt, alors que commençait la colonisation agricole de la forêt du Choré, où au nord de la colonie japonaise de San Juan de Yapacani (établie au début des années 1950). Au tournant des années 1990, la grande culture mécanisée du soja s'était répandue dans cette région spécialisée dans la culture manuelle du riz et de la mandarine. La terre faisait depuis longtemps l'objet de droits de propriété privée et de transferts monétisés mais elle y devint une valeur marchande, un capital. Les parcelles de 40 hectares initialement dotées aux pionniers (d'abord des travailleurs

orientaux, des colons japonais puis des paysans andins) qui avaient conquis ces *terres* à la forêt et à ses habitants indigènes Yuqui furent cumulées par un petit nombre d'*entrepreneurs* agricoles. À La Enconada, ces grands exploitants sont des descendants des pionniers japonais plus quelques colons andins ayant réussi à *capitaliser* (dessouchant leurs parcelles et achetant des machines) tandis que leurs anciens *compañeros* croulent sous les dettes et s'aliènent pour certains leurs parcelles.

Revenons maintenant à la première phase du cycle typique de l'organisation pionnière. J'évoquerai brièvement ses deux traits institutionnels saillants avant d'entrer de façon plus détaillée dans l'économie politique spécifique à sa mission distributive.

Deux éléments institutionnels de l'organisation pionnière

L'organisation pionnière telle que je l'ai connue à Tierra Prometida et dans les *asentamientos* plus anciens du Choré repose sur deux éléments institutionnels en partie contradictoires, l'un poussant au nivellement statutaire des coopérants et l'autre à leur différenciation.

1— Un « principe constitutif » contractuel et égalitaire fondé sur la répartition parcellaire d'une terre prise en commun voulant que chaque *affilié(e)* recevant de l'*organisation* une parcelle strictement égale, elle ou il devra lui *apporter* une somme strictement égale de présence, de travail, d'argent et de *sacrifice*. Il s'agit en bref de « *travailler tous à égalité* » et d'appliquer « *la même règle pour tous* ». Ce n'est pas là une déclaration de principe mais bien « une règle publique de pensée et d'action », ainsi que Marcel Mauss définissait la notion d'institution. Si un affilié peut tenter de se dérober à ses obligations envers le groupe, il ne peut pas contester publiquement leur principe et encourt des sanctions s'il dépasse certaines limites. Économiquement, le principe constitutif de l'*organisation* revient à l'égale distribution des coûts et des bénéfices de l'action collective entre ses protagonistes. Politiquement, il revient à l'équivalence des droits et des obligations de chacun envers les autres, comme dans la devise de l'Association internationale des travailleurs (1864-1876) : « Pas de droit sans devoir, pas de devoir sans droit ». J'y vois un principe mutualiste, l'organisation pionnière constituant par différents types d'*apports* un « *fonds de*

caisse » mis au service de ses membres afin de leur garantir la possession d'une parcelle, son habilitation à la production agricole, et bien d'autres services matériels et symboliques. D'une certaine manière, elle fonctionne comme ces « sociétés ouvrières de secours mutuel » du début de la révolution industrielle française qui inspirèrent « l'anarchie positive » de Proudhon : « la relation de mutualité, ou de réciprocité, [y est] constitutive de la société, à l'exclusion de tout autre élément créateur » (Ansart, 1973 : 11-12). Aucun élément « transcendant » dans ce type d'association, autogérée et instrumentale : les *associés* (comme se désignent parfois les membres de Tierra Prometida) travaillent ensemble à la production d'un bien commun profitant à chacun – la terre qu'ils se partagent et le travail qu'ils mettent en commun pour ce faire – et se séparent s'ils ne s'y retrouvent plus. Nous reviendrons plus bas sur ce caractère « ouvert » de l'organisation pionnière qui, fondée sur une relation contractuelle au nom d'une mission distributive qui la dépasse, n'est pas elle-même sa propre fin. Contrairement à la communauté « corporée », fixée dans ses frontières territoriales, sociales et symboliques, l'*organisation* reste un outil de l'action collective soumis à la volonté contractuelle de ses membres. C'est ici que réside, je crois, son affinité pratique, ancrée dans la praxis partageuse des Sans-Terre, avec une modalité anarchiste de construction du social.

2– Un schéma de division du travail de *consolidation* des droits fonciers créés par le travail collectif et individuel entre les *bases* et les *dirigeants* de l'*organisation*. Les membres d'un syndicat agraire désignent périodiquement une *directive* collégiale formée de « secrétaires » gérant les affaires communes dans un domaine déterminé (« terre et territoire », « organisation », « économie », etc.) et présidée par un secrétaire « général » ou « exécutif ». C'est ce dernier ou cette dernière (car les dirigeantes sont nombreuses sur les fronts pionniers) qui incarne la figure du *dirigeant* comme détenteur d'un capital politique et d'une certaine *autorité*. Dwight Heath (1973) a qualifié le dirigeant paysan de « primus inter pares » : émanant des *bases* et destiné à s'y réincorporer une fois son mandat terminé, il n'en est pas moins durant ce temps, et au-delà s'il fait « carrière », au-dessus du lot du commun. Les responsabilités qui lui sont déléguées peuvent être lourdes et, pour peu qu'ils sachent les porter, le rapport de délégation peut se pérenniser.

Dans l'organisation pionnière, la séparation entre *bases* et *dirigeants* n'est effective que lors de la phase de *consolidation* légale et politique de l'*asentamiento*, lorsqu'il s'agit d'obtenir la reconnaissance de l'État. Les dirigeants sont alors mandatés pour se rendre « là où se trouvent les papiers » (en ville, dans les bureaux) et y mener à bien des procédures administratives généralement ardues et politisées de « dotation agraire ». La mission de « médiation redistributive » exercée par le dirigeant entre ses bases et l'État crée un certain ascendant du premier sur les secondes, fondé sur une compétence technique (juridique surtout) et sur un capital social qu'il se forge sur le tas, et qu'il convertit éventuellement en capital proprement « politique ». Plus que la division des rôles, ce qui distord le principe mutualiste de l'*organisation*, c'est l'obligation de « médiation » elle-même car elle importe dans un collectif jusque-là horizontal et ouvert un principe d'ordre hiérarchique et « corporatif » (Macdonald, *op. cit.*).

« C'est la première fois que je recevrai une dotation de notre gouvernement⁹ », disait un paysan sollicitant la confirmation de son affiliation à l'une des trois *organisations* de base que comptait alors la communauté Tierra Prometida. Il s'inquiétait de ne pas voir son nom inscrit sur la liste nominative des affiliés à la place de celui de la personne qui lui avait transféré sa parcelle. *Recevoir* une parcelle en *dotation* est exprimé comme un droit individuel instaurant un rapport direct entre le citoyen et « [son] gouvernement » et l'*organisation* à travers laquelle il reçoit cette terre apparaît comme une sorte de corps intermédiaire. Reçue de l'État sous la forme d'une « dotation agraire », la terre devient ainsi un « bien politique ». Elle n'est plus une « terre à prendre » de son propre chef, selon sa propre loi, comme y procède un groupe pionnier. Elle n'est plus une terre commune à « donner en partage à ceux qui n'en ont pas », aux *compañeros* qui sont « sur le carreau ». Il faut maintenant la *demandar* pour espérer l'*obtener* un jour de plein droit.

L'*asentamiento* basé sur un principe horizontal de réciprocité contractuelle doit se conformer à un « modèle institutionnel » de la « centralité » que Karl Polanyi (*op. cit.*) associait au « principe » de la « redistribution », et donc participer à la reproduction de ce

⁹ Note de terrain du 27 mars 2006 à Terra Prometida.

modèle. La « centralité » du pouvoir est en effet inhérente au rapport redistributif qui instaure une différence de positions entre celui qui « donne » et celui qui « reçoit ». L'imaginaire des paysans boliviens en tant que « bénéficiaires » de la réforme agraire est marqué par la figure d'un pouvoir bénévole, incarné notamment par le président Victor Paz Estenssoro qui aurait « *donné la terre aux paysans* » en 1953, et par les petits présidents que sont parfois les dirigeants paysans. Ainsi d'un vieux pionnier du syndicat Enconada qui, du dirigeant ayant mené à bien la procédure de dotation agraire, disait que « c'était un homme bon, il nous a donné la terre et puis il est parti ».

S'érigeant en médiatrice du pouvoir étatique à la fois totalement fictif et bien réel consistant à distribuer la terre en délivrant des *papiers*, l'organisation pionnière relaie l'administration d'une « justice distributive » exercée « d'en haut » et réplique à son échelle le modèle institutionnel de la « centralité ». Mais penchons-nous maintenant plus en détail sur les pratiques distributives des « paysans sans terre ».

La « mission de service public » distributif de l'organisation pionnière

Nous sommes entrés en 1980. Il y avait déjà quelques syndicats avant nous. Moi je venais de l'intérieur, de Cochabamba. On m'avait amené comme travailleur à Antofogasta¹⁰. Là-bas ils m'avaient donné un terrain de 20 hectares, mais chaque année il s'inondait. Je l'ai laissé et avec quelques amis qui étaient par là à organiser nous sommes entrés et j'ai obtenu (une parcelle). Nous nous sommes établis. Nous formions un groupe d'une vingtaine de personnes. La terre appartenait à un concessionnaire forestier mais il n'y avait plus de bois ici depuis plusieurs années. Une scierie fonctionnait non loin de là. Les agents forestiers venaient et ils restreignaient le défrichement à un hectare. Pourtant quand nous sommes entrés, cette zone avait déjà été titrée à des militaires. Les maîtres qui avaient le titre sont venus réclamer. Mais comme nous étions organisés nous leur avons expliqué tout ce que nous faisions. Ils sont partis et ils ne sont jamais revenus. Et de là nous nous sommes répartis. D'abord

¹⁰ Antofogasta est une colonie « dirigée » ouverte dans les années 1950 par laquelle passèrent de nombreux colons du Choré.

nous avons organisé notre syndicat et nous avons commencé à répartir (note de terrain du 28 juillet 2006 à Tierra Prometida).

C'est ainsi qu'Ignacio Ortiz relate les origines de sa communauté pionnière, fondée 20 ans avant Tierra Prometida dans la réserve forestière du Choré, créée par décret en 1966, où toute activité agricole est interdite. Or il se trouve que cette réserve est située au nord de colonies agricoles ouvertes par l'État dans les années 1950 et 1960 (Antofogasta, San Juan de Yapacaní et Yapacaní). Ces « colonies dirigées » ont initié un processus de « colonisation spontanée » des terres *vierges* contiguës à mesure qu'affluaient les migrants de *l'intérieur* andin, parents des premiers « pionniers » apprenant que « *l'on divisait la forêt* ». Des groupes de paysans ne cessèrent de passer la « *ligne rouge* » de la réserve et d'y fonder des *asentamientos*, malgré des phases de répression et même de *militarisation*. Comme le groupe d'Ignacio, ils se confrontèrent parfois à des pseudo-propriétaires qui avaient reçu de vastes superficies de forêt en dotation gratuite du fait de la corruption de l'administration agraire. Les syndicats agraires établis dans le Choré obtinrent leur régularisation en l'an 2000 (30 ans après leur fondation pour les plus anciens d'entre eux), à la suite d'une marche indigène « pour la terre et le territoire » sur l'agenda de laquelle ils avaient fait inscrire leur revendication locale. La même année, les « *syndicats sans terre* » qui formeraient la communauté Tierra Prometida *entrèrent* plus loin dans la réserve. De nouveaux groupes leur succèderaient quelques années plus tard. Ces « *entrées* » qui prennent parfois la forme conflictuelle de « *prises de terre* » participent d'un processus de « réforme agraire locale » similaire à celui qu'a décrit Kevin Healy (1991) dans le cas de la région voisine du Chaparé au début des années 1980. L'occupation du terrain par des migrants andins et le refoulement des propriétaires absenteïstes y permit l'essor ultérieur de fédérations de syndicats de producteurs de feuille de coca qui bâtirent une véritable hégémonie politique régionale.

Mais revenons à notre *organisation*, cellule de base de cette institutionnalité paysanne. Je rebondirai sur les deux activités mentionnées par Ignacio Ortiz, qui en pratique n'en font qu'une :

1– Répartir la terre ; 2– Organiser un syndicat.

1– Répartir

C'est la finalité même de l'organisation pionnière. Dès qu'un groupe *entre* sur une terre, il la mesure artisanalement à l'aide d'un fil à pêche, par équipes ouvrant à la machette de petits sentiers dits *picas* dans la forêt, afin de la *carrer* et de savoir grosso modo « *pour combien il y en a* ». L'établissement du groupe, son *asentamiento*, revient à la réalisation (tant que faire se peut car le terrain est généralement difficile) d'un plan abstrait de partage égalitariste d'une terre que l'on délimite et mesure littéralement « chemin faisant ». Le domaine foncier que le groupe s'arroge est divisé provisoirement, avant de procéder à des mesures précises à l'aide de cartes et de GPS, en parcelles égales à la « petite propriété » légale, ou « unité de dotation », qui est de 50 hectares dans les plaines subtropicales. Le *parcelero* (titulaire d'une parcelle) se superpose immédiatement au *comunero* (membre du commun).

S'il reste de la terre non attribuée au terme de la répartition, elle constituera une « *réserve syndicale* » qui restera communale le temps d'être distribuée aux nouveaux venus ou aux jeunes. À moins qu'elle ne soit maintenue en réserve et consacrée aux usages (bois de chauffe et de construction, pâturages) et aux servitudes (aires de protection en bords de rivière), ou éventuellement, mais c'est rare, à l'exploitation collective (forestière surtout). Une parcelle ou une demi-parcelle située au centre de l'*asentamiento*, où est rapidement édifié un grand *pahuichi* (cabane de palmier) servant de lieu de réunion, est réservée à une future *urbanisation* où chacun recevra un *lot* où construire sa maison.

Dans tous les cas, un syndicat pionnier ne peut théoriquement se réserver une quantité de terre exagérément supérieure au ratio entre le nombre de ses membres et la surface de la « petite propriété ». Un principe « d'économie morale » prédomine qui accorde à celui qui en fait la demande le droit de recevoir une parcelle à condition qu'il en ait besoin « *pour vivre et travailler* » et qu'il respecte ses obligations communales (entretien des chemins, apport d'une quote-part initiale et de cotisations syndicales, participation aux réunions et aux mobilisations, etc.). Lorsqu'un *nouveau* arrive et demande son *affiliation* à l'organisation, les *anciens* estiment ainsi qu'ils n'ont pas le droit de « *mesquiner la*

terre » et de lui refuser son admission, à moins que cette personne ne soit connue pour posséder déjà de la terre ailleurs.

L'organisation pionnière est donc comme liée par sa mission distributive. Elle se doit d'allouer « *un morceau de terre* » à qui le lui demande et de « *se remplir* » jusqu'à ce que la quasi totalité de son territoire ait été divisé en propriétés familiales, bases d'économies domestiques indépendantes. Cette norme n'est pas dérivée de la loi agraire officielle puisque celle-ci confie à l'État la compétence exclusive de distribuer des terres. Il s'agit bien d'une coutume de l'organisation pionnière qui prend à sa charge cette fonction « allocative ». L'*organisation* est en son essence une communauté « ouverte » qui est socialement habilitée à recevoir une parcelle de terre publique. Si elle choisit ses membres, ceux qui « *entrent* » et ceux qui « *sortent* », ce n'est théoriquement que sur le seul critère de leur qualification sociale et légale à être bénéficiaires de la réforme agraire, et non en fonction de logiques familiales ou clientélistes, biais courants de toute politique distributive.

Bien qu'elle en ait hérité de certains traits (comme la notion de système de charges rotatives, une certaine figure de l'autorité légitime et un imaginaire du pouvoir souverain), la communauté pionnière s'éloigne ainsi du modèle de la « communauté paysanne corporée » formulé dans les années 1950 par Eric Wolf (1986) à propos des communautés indigènes instituées durant l'époque coloniale. Elle n'est que l'infrastructure institutionnelle minimaliste mise en place par un collectif d'occupants pour *coloniser* une terre, le moyen pour ses membres de mettre en commun les ressources – à commencer par les forces de travail – pour l'occuper et se la répartir. On pourrait la comparer à une entreprise autogérée de lotissement informel, mais pas pour autant clandestine, car en occupant le terrain les paysans revendiquent un droit à la terre et l'obligation de l'État de le satisfaire. À sa façon, l'organisation pionnière met en œuvre depuis longtemps cette « réforme agraire menée depuis les bases » dont le Mouvement des paysans sans terre du Brésil a fourni le modèle (De Janvry *et al.*, 1998). Là où les deux précédents modèles de réforme agraire plaçaient l'État puis le marché au centre du dispositif redistributif, ce troisième modèle y place des organisations autogérées d'usagers de la terre déterminant elles-mêmes, idéalement en coordination avec les services de l'État, quelles sont les terres à redistribuer et quels sont les bénéficiaires

légitimes de la redistribution. C'est bien ce que fait l'organisation pionnière en allouant des « *terres non travaillées* » à des « *paysans sans terre* ». Cela dans la continuité d'un processus de réforme agraire issu d'une révolution sociale et dans le cadre d'une forme de « médiation conflictuelle » avec l'État (le mot est de l'historien du mouvement ouvrier français Stéphane Sirot). Les paysans occupent d'abord des terres qu'ils ont choisies puis ils négocient ensuite avec l'État la régularisation de leurs possessions. Ils s'attribuent ainsi ce que Christian Lund et Noer Fauzi Rachman (2016) ont appelé, à propos du mouvement paysan de l'Ouest javanais, une « qualité d'État ». Mis devant des « *actions de fait* » contestant sa compétence exclusive à « donner des droits », le gouvernement réagit généralement par la négative, réprime, mais se voit souvent acculé à la négociation et concède parfois.

Dans ce rapport tendu avec l'État, la capacité de négociation des paysans repose sur le déploiement dans l'espace pionnier de fédérations de syndicats agraires qui structurent politiquement le territoire conquis. Lorsque le groupe d'Ignacio Ortiz *entra* dans la réserve :

Il n'y avait pas encore de subcentrale. Il y avait seulement des syndicats et parmi les syndicats il y avait des coopératives. Entre syndicats, nous avons organisé la subcentrale Monterico... Mais il y avait des conflits entre subcentrales. Certaines faisaient des gestions, elles travaillaient bien, et d'autres ne travaillaient pas bien. La subcentrale dans laquelle nous sommes entrés au début travaillait peu pour bénéficier aux organisations sociales. Le dirigeant ne se bougeait pas. Et comme de l'autre côté, il était un peu plus dynamique, qu'il travaillait plus, nous comme syndicat, nous avons laissé celle-ci et nous avons changé pour l'autre. On sollicite sa sortie à l'une et on sollicite son entrée dans l'autre. Et puis de là nous avons commencé à organiser la centrale. (12 juillet 2007 à San Juan da Yapacani).

Un syndicat agraire, « organisation sociale » de base, compte généralement une trentaine ou une quarantaine de membres (et leurs familles). C'est souvent au niveau de la subcentrale, qui regroupe 4 à 6 syndicats, que se forme un petit noyau villageois. Les centrales regroupant à une échelle territoriale supérieure environ le même nombre de subcentrales correspondent à de plus gros bourgs, de même que les fédérations à l'échelon supérieur (qui siègent parfois en ville et parfois dans d'anciens *asentamientos* qui sont devenus

des « villes intermédiaires » comme c'est le cas de Yapacaní, « capitale paysanne » de la province Ichilo, à laquelle appartient Tierra Prometida). Dans le récit d'Ignacio, le critère d'affiliation à telle ou telle subcentrale (pourvu qu'elles soient contiguës) est la capacité de son dirigeant à « *se bouger* » et à « *gérer* » pour obtenir certains biens prisés de l'État (titres agraires, services publics, etc.). « Le dirigeant active, les bases soutiennent », disait un membre de Tierra Prometida. Nous retrouvons le biais « hiérarchique » auquel donne prise la différenciation entre *bases* et *dirigeants*.

2- Organiser

Par-delà ses institutions formelles et ses manifestations « extérieures » – statuts, assemblées, actes, travaux communaux, etc. – on pourrait quasiment réduire l'organisation pionnière à son « principe constitutif » souvent exprimé à travers l'injonction que se renvoient mutuellement ses membres (dont chacun semble craindre de se faire gruger) de « *travailler tous à égalité* ». On pourrait formuler ce principe ancré dans le partage égalitaire du sol par le mot d'ordre « à terre égale reçue du groupe, *apport* égal rendu au groupe ». Chacun recevant une parcelle strictement égale à l'issue de la *prise*, chacun devra en effet *apporter* à l'organisation au moyen de laquelle la terre est prise une somme strictement égale de travail, de présence, d'argent et de *sacrifice*, quel que soit le coût global de l'entreprise d'appropriation. Si le membre de l'organisation conçoit et évalue son engagement comme un *investissement*, tendant à minorer ce qu'il *apporte* au groupe afin de majorer ce qu'il en *reçoit*, les conditions qui rendent possible la monétisation de l'investissement et pertinent le calcul économique sont absentes, et celui-ci repose sur des anticipations en bonne partie hasardeuses. Outre le calcul, il faut donc aussi « y croire » et être prêt à « donner du sien » pour que l'œuvre commune aboutisse.

Il n'y a finalement pas d'équivalence possible entre ce que chacun donne à l'organisation et ce qu'il en reçoit. Le montant final de l'investissement dépendra des aléas de « *la lutte pour la terre* ». À part les cotisations initiales versées par les *fondeurs* d'une organisation au moment d'une occupation pour acheter un « livre d'actes » et pour louer un camion afin de se rendre sur les lieux, généralement au bout d'une « *brèche de colonisation* », là où commence la « *forêt haute* », l'accès à la terre est gratuit. Par définition, une terre vierge n'a pas de prix, il « suffit » de la *prendre*

et cela ne coûte « que » les efforts à mettre en œuvre, en termes de travail et d'organisation collective. Mais au fil des cotisations versées au « *fonds de caisse* » de la communauté, aux dirigeants menant leurs *gestions*, aux avocats et aux géomètres que l'on doit éventuellement contracter, etc., les dépenses monétaires s'accroissent afin de *consolider l'asentamiento*.

Certains choisissent alors de s'en aller, « *ils se dégonflent* », préférant miser leurs ressources ailleurs. Dans une communauté pionnière, « *les gens s'en vont, mais la terre reste*. » Celui qui part *transfère* ses droits fonciers à un nouveau et il ne récupère que les *améliorations* apportées à sa parcelle (sa maison, le défrichage, des plantations, etc.), mais pas la somme des apports versés à l'effort commun. Par contre le *nouveau* qui *entre* et le remplace sur sa parcelle doit apporter une *quote-part* d'entrée équivalant aux dépenses que ses nouveaux *associés* ont faites jusque-là pour « *se gagner la terre* » et dont ils ont tenu le compte depuis le début. Tant qu'il n'a pas ainsi *nivelé* son apport sur celui des *anciens*, il reste leur débiteur. Ces derniers ne manquent pas de le lui rappeler lors de réunions mensuelles dont l'ordre du jour comporte toujours un point sur ce que chacun doit au groupe en argent et en travail. Du point de vue de l'affilié, cette dépense est, nous l'avons dit, conçue comme un *investissement* dans l'acquisition d'une parcelle, qu'il cherchera à ne pas perdre et à faire fructifier. Mais de même que le remboursement des *améliorations* apportées au terrain en cas de *transfert* de droits fonciers entre un sortant et un entrant, ce droit d'entrée n'est pas un « prix » de la terre, bien que certains l'interprètent ainsi. Il n'y a pas de transactions entre deux individus sur un marché foncier mais un dispositif collectif d'allocation de droits d'accès à travers le « tiers médiateur » qu'est l'*organisation*. Au lieu d'un « marché », elle génère une économie communale spécifique ancrée dans le partage d'une terre commune de fait.

Cette économie communale reposant sur l'obligation mutuelle entre *associés* tend à se dissoudre à mesure que s'institutionnalisent des droits de propriété individuels. Epifanio Gomez, fils d'un pionnier de La Enconada, le rappelle :

Quand tu as ton titre individuel, on le respecte, il n'y a plus d'obligation, mais avant que tu l'aies, c'est obligatoire. Si tu as manqué trois réunions, quatre réunions, et qu'entre-temps un autre intéressé est apparu, qu'il veut une parcelle, quand tu reviens ils l'ont

mis à ta place et tu n'as plus ta parcelle, tu es mis dehors. Il faut être là constamment à souffrir (18 juillet 2007 à La Enconada).

La *consolidation* légale de la possession de parcelles individuelles enclenche une sorte de processus de « décollectivisation » dont témoigne Ignacio Ortiz :

Quand nous sommes entrés, les entreprises forestières n'exploitaient plus gratis, elles devaient payer quelque chose aux syndicats pour sortir du bois. L'un de nous s'occupait de l'économie. Nous décidions ce que nous allions faire de l'argent, par exemple la construction d'une école ou payer les maîtres d'école. Maintenant les forestiers paient directement à chacun pour le bois qu'il sort de sa parcelle. Avant personne n'avait de papier, c'est le syndicat qui défendait, mais maintenant chacun a son assainissement, il est maître, on sait jusqu'où va sa parcelle. L'entreprise de géomètres qu'on a contractée donne à chacun son plan : « Ça c'est ta parcelle » (18 juillet 2007 à La Enconada).

Dans ces conditions, le principe voulant que « les gens partent mais la terre reste » n'est plus de mise. Ce n'est plus « le syndicat qui défend » les possessions de ses membres. Celles-ci sont garanties par l'État et leurs titulaires en disposent à volonté, pourvu qu'ils les travaillent. La loi agraire autorise depuis 2006 une « organisation sociale » à saisir une parcelle non travaillée durant deux années. Rappelons que durant la phase d'*asentamiento*, le délai est généralement de 3 absences consécutives non justifiées à la réunion mensuelle. Et Ignacio Ortiz de continuer :

Quand nous avons fait désaffecter la réserve du Choré, des agriculteurs moyens sont entrés dans le syndicat... Enfin, ils ne sont pas entrés mais ils ont acheté, une, deux, trois parcelles. Des gens qui ont de l'argent. Certains viennent de la ville, d'autres sont d'ici. Ils doivent être intégrés au syndicat. Quand ils achètent, on leur donne la parcelle et on leur dit « Voici les obligations » : les travaux communaux comme le nettoyage des chemins, les réunions mensuelles et extras, les cotisations... Certains les respectent consciencieusement mais par caprice d'autres ne respectent pas. Il y a une sanction, ils doivent payer pour le jour de travail communal qu'ils ont manqué par exemple, avec parfois une sanction supplémentaire (*idem*).

Le fait est que dans une organisation *documentée*, les sanctions tendent à se monétiser elles aussi. Or, payer des amendes ou un *péon* qui effectue à sa place les travaux communaux n'est pas un problème pour un agriculteur grand ou moyen : la communauté se

différenciant socio-économiquement, le mutualisme en perd ses moyens. C'est cette dilution de la « communauté d'égaux » pionnière provoquée par l'institutionnalisation d'un marché foncier dans les régions se connectant au « grand marché » que cherchent à empêcher, à Tierra Prometida, les jeunes dirigeants tenants de la propriété collective de la terre. Ces derniers furent les artisans de l'alliance des « *Syndicats sans-terre* » ayant occupé El Arrocillar dans une communauté affiliée au MST-B. Ils considèrent le *titre global*, par opposition aux *titres individuels*, comme une façon de rendre la terre inaliénable et d'instituer dans la durée le principe mutualiste de l'organisation pionnière, garantie que celle-ci continuera à exercer sa mission distributive au service des « *sans-terre* » qui frappent à sa porte. Cela dit, de nombreuses *bases* de Tierra Prometida, qui partagent par ailleurs ces normes d'économie morale « pionnière », se méfient de la propriété collective et du pouvoir centralisé qu'elle risque d'instaurer, quand bien même ce « centre » serait « la communauté ». Tout pouvoir tournant selon elles à « l'abus de pouvoir » (d'autant plus qu'elles ont tendance à le déléguer aux dirigeants), elles préfèrent, comme le Proudhon de la *Théorie de la propriété*, miser sur son éparpillement dans la division parcellaire d'une terre *prise* en commun mais partagée une bonne fois pour toute.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANSART P., 1973. *El nacimiento del anarquismo*. Buenos Aires, Amorrortu Editores.
- ANTEZANA L., ROMERO H., 1973. *Historia de los sindicatos campesinos. Un proceso de integración nacional en Bolivia*. La Paz, CNRA.
- COLSON D., 2007. « L'anarchisme et le droit ouvrier », *Réfractations*, 19 : <http://refracciones.plusloin.org/IMG/pdf/1909DC.pdf> (dernière consultation le 1^{er} mai 2017).
- DE JANVRY A., SADOULET E. & WOLFORD W., 1998. « From State-led to Grassroots-led Land Reform in Latin America ». Santiago, Paper for the WIDER-FAO Workshop on « Access to land ».

- HEALY K., 1991. « Political Ascent of Bolivia's Peasant Coca Leaf Producers », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 33(1) : 87-121.
- HEATH D., 1973. « New Patrons for Old : Changing Patron-Client Relationships in the Bolivian Yungas », *Ethnology*, 12(1) : 75-98.
- KOPYTOFF I., 1987. « The Internal African Frontier : The Making of African Political Culture », in KOPYTOFF I. (ed), *The African Frontier. The Reproduction of Traditional African Societies*. Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press: 3-84.
- LÉONARD É., 2004. « La réforme agraire mexicaine comme processus de frontière. Logiques d'autonomisation, ancrage de l'État et production institutionnelle dans la région des Tuxtlas », *Autrepart*, 30 : 97-116.
- LUND Ch., RACHMAN N. F., 2016. « Occupied ! Property, Citizenship and Peasant Movements in Rural Java », *Development and Change*, 47(6): 1316-1337.
- MACDONALD Ch., 2016. « Structures des groupes humains. Vers une axiomatique », *L'Homme*, 217 : 7-20.
- MENDOZA O., MANZUR Z., CORTEZ D. & SALAZAR A., 2003. *La lucha por la tierra en el Gran Chaco tarijeño*. La Paz, PIEB.
- POLANYI K., 1983. *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard.
- URIOSTE M., KAY C., 2005. *Latifundios, avasallamientos y autonomías. La reforma agraria inconclusa en el Oriente*. La Paz, Fundación Tierra.
- WOLF E., 1986. « The Vicissitudes of the Closed Corporate Peasant Community », *American Ethnologist*, 13(2) : 325-329.

Résumé

Cet article décrit « l'organisation pionnière » des « paysans sans terre » boliviens comme une « communauté d'égaux » fondée sur le partage égalitaire de la terre. La mission distributive qu'elle exerce au service de ses membres et le rapport mutualiste qui relie ces derniers actualisent une modalité « anarcho-égalitaire » de la vie collective. Mais en assumant le rôle d'opératrice locale d'une politique de réforme agraire « propriétaire » et « stato-centrée », l'organisation des « sans-terre » tend à se détourner du projet égalitariste et du principe mutualiste qui la meuvent.

Mots-clefs : Organisation, frontière, réforme agraire, front pionnier, mouvement paysan.

Summary

“A Community of Equals” on the Breach. The Fundamental Institutions of the Pioneering Bolivian Landless Peasants Organisation

This article describes the “pioneer organization” of Bolivian “landless peasants” as a “community of equals” based on the egalitarian division of the land. The distributive mission at the service of its members and the mutualist relationship that connects them actualize an “anarcho-egalitarian” modality of collective life. Nevertheless, through assuming the role of local agent for a “proprietary”, “state-centred” agrarian reform policy, the landless’ organization tends to turn away from its egalitarian project and mutualist principle.

Key-words: Organization, asentamiento, frontier, agrarian reform, colonization, peasant movement.

* * *